L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS

MERCREDI, 1er OCTOBRE 1890.

PETITES ANNONCES.

MME E. Bureau, modiste de premier ordre a transféré son salon au No 211 de la rue du Canal, au pr mier. 30 sept—2n

ON DEMANDE.

UNE apprentie couturière. Orléans 49. 30 sept—7f

ON demande—Une domestique de couleur pour faire le ménage d'une petite famille et aussi pour soigner un enfant au No 94 rue de l'Esplanade, entre Bourbon et Dauphine. 30 sept—

ON demande 20 sulliciteurs. S'adresser 72 rue St Pierre. ETIENNE GHIRARDI. 27-sept—7f

A VENDRE.

GROCERIE et buvette, coin Conti et Villeréjo, pour cause de départ du propriétaire. S'adresser sur les lieux. 17 sept—14f

MAGNIFIQUES Vaches laitières nouvelles. S'adresser H. Mehnert, 378 Magazine. 7 sept—1m

A LOUER.

MAISON remise à neuf, au coin des rues St Philippe et Rampart, à $40 par mois. Magasin et résidence au coin des rues Toulouse et Chartres, $30 par mois.

Magasin et résidence No 134 1/2, attenant au précédent $ 5 par mois.

S'adresser à H. Gaudet, 177 Common Street, ou Aug. Hudnit 20 Carondelet. 30 sept—7f

A LOUER un vendre. Résidence 69 Avenue Esplanade. S'adresser Traders Bank 4 sept—1m

Nos 1 et 3 Magasins Rampe—Nord Petite entre le Bazar et le Bourse, au rez-de-chaussée. S'adr aux Hoyt & Co, quai 12 rue Decatur. 4 sept—2m

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Mme Elisa A. Mulics, autorisée, vs. A. S. Armstrong.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.—No 61 790.—En vertu d'un ordre de mise en vente me m'adressé par l'honorable Charles H. Luzenberg, juge de la dite cour, l'un de ceux de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée de la cause ci-dessus, je vendrai au plus offrant et dernier enchérisseur, au comptant, devant la porte de la Cour, à l'entrée publique, le SAMEDI, 11 octobre 1890, à midi, les biens immeubles suivants, à savoir :

Un certain lot de terre, avec les améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Troisième Section de la Nouvelle-Orléans, dans la Rue Dauphine, à 100 pieds de distance de la Rue Bienville, et borné comme suit, à savoir : Au Nord-Est, par le lot No 5 appartenant à Mme Veuve Bienvenu ; au Sud-Est, par le lot No 3 appartenant à Mme Veuve Bienvenu ; au Sud-Ouest, par la Rue Dauphine, et au Nord-Ouest, par le lot No 1 appartenant à Mme Veuve Bienvenu, mesurant et contenant 30 pieds de front sur la Rue Dauphine, sur une profondeur entre lignes parallèles de 120 pieds, le tout conformément à un plan de Numa Pilié, arpenteur, en date du 15 mai 1890, enregistré au Bureau des Hypothèques du 1er District de la Nouvelle-Orléans, sous le No 1 du Livre de Plans.

Cette vente est faite pour satisfaire à un jugement rendu en faveur de la demanderesse susdite, contre le défendeur susdit, le 15 juillet 1890, pour la somme de $1,000 avec intérêt à 8 pour cent par an depuis le 15 juillet 1890, jusqu'à parfait paiement, et pour les frais de justice.

Conditions—Comptant sur les lieux.

E. A. LUMINAIS,
Constable de la Deuxième Cour de Cette de la Nouvelle-Orléans.

P. AD. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cette de la Nouvelle-Orléans.

26 sept—2n 3 oct

Jules Janvry vs. Nicholas Gasper.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.—No 61 784.—En vertu d'un ordre de vente me m'adressé par l'honorable Charles H. Luzenberg, juge de la dite Cour, l'un de ceux de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, je procéderai à la vente publique, au plus offrant et dernier enchérisseur, au comptant, devant la porte de la Cour, à l'entrée publique, le SAMEDI, 11 octobre 1890, à midi, les biens immeubles suivants, à savoir :

Un certain lot de terre, avec les améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Troisième Section de la Nouvelle-Orléans, dans la Rue Dauphine, à 100 pieds de distance de la Rue Bienville, et borné comme suit, à savoir : Au Nord-Est, par le lot No 3 appartenant à Mme Veuve Bienvenu ; au Sud-Est, par le lot No 1 appartenant à Mme Veuve Bienvenu ; au Sud-Ouest, par la Rue Dauphine, et au Nord-Ouest, par le lot No 5 appartenant à Mme Veuve Bienvenu, mesurant et contenant 30 pieds de front sur la Rue Dauphine, sur une profondeur entre lignes parallèles de 120 pieds, le tout conformément à un plan de Numa Pilié, arpenteur, en date du 15 mai 1890, enregistré au Bureau des Hypothèques du 1er District de la Nouvelle-Orléans, sous le No 2 du Livre de Plans.

Cette vente est faite pour satisfaire à un jugement rendu en faveur du demandeur susdit, contre le défendeur susdit, le 15 juillet 1890, pour la somme de $1,000 avec intérêt à 8 pour cent par an depuis le 15 juillet 1890, jusqu'à parfait paiement, et pour les frais de justice.

Conditions—Comptant sur les lieux.

E. A. LUMINAIS,
Constable de la Deuxième Cour de Cette de la Nouvelle-Orléans.

P. AD. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cette de la Nouvelle-Orléans.

26 sept—2n 3 oct

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 30 938.—Division D.—John McGuinness vs. ses Créanciers.—Ordre de Cour.—Que les créanciers de l'actif de John McGuinness soient par la présente convoqués à se réunir devant le Greffier de la Cour, et que une réunion de ceux ci soit tenue à cet effet, le SAMEDI, 11 octobre 1890, à 11 heures A. M., que Aug. Bertoni, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents, à l'effet de faire tout ce qui sera nécessaire dans l'intérêt de la masse, et que dans l'intervalle, et jusqu'à ordre contraire de cette Cour, toutes poursuites contre les biens et effets du dit John McGuinness soit suspendues.

Nouvelle-Orléans, 9 septembre 1890.

(Signé) H. GAUDET, Juge.

Pour copie conforme.

M. GUINAUD Deputé-Greffier

16 sept—30 oct 14

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Henry A. Brown vs. ses Créanciers.—No 31 022.—Division E.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des créanciers de l'insolvable soit convoquée par devant le Greffier de la Cour, le SAMEDI, 11 octobre 1890, à 11 heures A. M., que Henry T. Brown soit entendu et soit autorisé à continuer à gérer et administrer les affaires de son insolvable, et que Henry T. Brown soit contraint et tenu pardevant Henry J. Hearsey, Esq., un des créanciers, à rendre compte de sa gestion, et que la Ville de la Nouvelle-Orléans, et vous 30 ne soit condamnée à 11 heures A. M. dans le but de délibérer et conseiller sur l'opportunité de cette petition, et que toutes poursuites soient suspendues. Et que vous, C. Auby, avocat soit nommé pour représenter les créanciers absents en cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 25 septembre 1890.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. H. RANKIN Député-Greffier.

26 sept—2n—oct 10 30

Nettoyage de la ville.

Demandes d'inscription pour le nettoyage de ville sont des ces

Au bureau du Times-Democrat,

Au bureau du Picayune,

Au bureau de l'Abeille,

Au bureau du Journal Allemand,

Au bureau du Daily States,

Au bureau du City Item

Au Board of Trade,

Au Cotton Exchange,

Au Mechanics, Dealers and Lumbermen's Exchange,

Au Sugar Exchange,

A la Chambre de Commerce, "

A l'Association Maritime.

Et John W. T. Leech est autorisé solliciter des souscriptions.

On prie, sans attendre le solliciteur, envoyer directement au souscripteur M. Albert Baldwin, trésorier (New Orleans National Bank).

R. M. WALMSLEY,
Pour le Comité des Citoyens.

EDWARD PENNER,
Pour le Comité de Surveillance.

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 30 SEPTEMBRE—CLASSE No 382
Tirage de 4 heures P. M.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
66	46	77	56	19	8	53	52	21	14	9	1 49

Les tirages ci-dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et journellement dans les salons de la Compagnie.

En témoignage nous apposons notre signature.

Ce 30 septembre 1890—4 heures P. M.

J. A. ROUSSEAU,
W. P. PINCKARD,
Commissaires.

Les plans de nos tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes nos agences.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

LSL

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public et ses franchise a été renouvelée pour faisant partie de la Nouvelle Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1893.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros simples ont lieu tous les mois au bout de l'année, et sont tous tirés en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Recommée depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestés ainsi qu'il suit :

Nous déclarons par les présentes que nous surveillons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous certifions et certifions en personne ces tirages qui nous en donnent l'assurance, ont lieu avec la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis à vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à en servir, dans sa souscription, ce certificat auquel nous donnons notre signature.

G. T. Beauregard
J. H. Early

COMMISSAIRES.

Nous soussignés Banques et Banquiers paieront tous les lots d'argent dans la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

R. M. WALMSLEY, Pres. La Nat. Bank
P. L. SAUNDERS, Pres. Nou. Bank
A. BALDWIN, Pres. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Pres. Union Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 14 OCT. 1890.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$300,	30 000
100 Lots de	$200,	20 000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, soit	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900
3,134 Lots se montant à		$1,054,800

PRIX DU BILLET:

Entier, Vingt Dollars; Demi, $10; Quart, $5 00; Dixième, $2 00; Vingtième, $1 00.

IMPORTANT.

Moyen prompt et sûr d'acheter un billet. S'adresser à l'agent de la localité où l'on est.

Prix pour les clubs, 53 fractions de billets de $1 pour $50.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

Comment envoyer l'argent.

Envoyez l'argent par l'Express à nos frais.

Adresses à M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à TOUTES les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les tickets. Après le tirage, la liste officielle des lots gagnants sont donnée comme de agents de l'Express par les porteurs de billets.

ATTENTION.—La charte actuelle de la Compagnie de la Loterie de l'Etat de la Louisiane qui fait partie de la Constitution de l'Etat et qui en vertu d'un arrêté de la Cour Suprême des Etats Unis, est un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de la Loterie, demeurera en vigueur entier et entière tout CINQ ANS DE PLUS, JUSQU'EN 1893.

La Législature de la Louisiane qui a si ajourné le 10 juillet a voté à une majorité de deux tiers dans chaque Chambre pour soumettre au peuple, à une élection, si oui ou non la Loterie serait continuée de 1885 à 1919. L'opposition générale par LE PEUPLE SERA FAVORABLE A CETTE CONSTITUTION.

CHARTE.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

ETAT DE LA LOUISIANE,—PAROISSE D'ORLEANS
Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL SOIT SU que ce huitième jour de mai en l'an de grace mil huit-cent quatre-vingt dix, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique le cent quatre vingt-cinquième, devant moi, JOSEPH DENEY TAYLOR, notaire en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci-nommés et soussignés, personnellement sont comparus les personnes dont les noms sont ci-attachés, et qui déclarés que, se prévalant des droits et civilèges octroyés et renfermés dans les statuts de l'Etat de la Louisiane, ils ont constitué et se sont engagés et par la présentes, contractent et s'engagent mutuellement et ceux qui les représentent et toutes les personnes que dans l'avenir deviendront leurs associés, à former et constituer une corporation et corps politique en droit, dans le but et conformément aux articles, et stipulations et réglements qui suivent :

ARTICLE I.

Cette corporation sera connue sous le nom de "New Orleans Brewing Association" et son domicile sera en la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane ; et le président du Conseil d'Administration, ou en son absence le secrétaire, sera autorisé à recevoir toutes notices adressées toutes citations ou tous documents légaux. Ladite corporation existera, aura et jouira de la succession pour son nom d'incorporation ci dessus pour la pleine période de quatre-vingt quinze années à partir de cette date et aura pouvoir d'acquérir, posséder, aliéner, hypothéquer et être poursuivie en son nom d'incorporation, de faire usage d'un sceau d'incorporation avec la devise qui en suit, pouvoir de changer, modifier, qui pourra être changé comme on le jugera convenable, d'établir et d'édicter tels réglements qui contribueront pour l'administration des affaires de la dite corporation lesquels pourront être changés, altérés ou annulés au gré de la corporation ; de posséder, recevoir, acheter et traiter de tous biens que d'hypothéquer sous son nom d'incorporation, de propriété—mobilières et immobilières, et d'ériger telles bâtisses, toutes les machines et tous accessoires nécessaires pour mener à bien les objets et but de la corporation.

ARTICLE II.

Les objets et fins pour lesquels est fondée cette corporation sont d'acquérir, vendre et acheter un terrain ou un bâtiment et d'ériger une ou des brasseries, ou d'acheter une ou des brasseries déjà en opération et de fabriquer, de louer et d'autres liqueurs ou drèche et de vendre tous le produits de cette ou ces brasseries.

ARTICLE III.

Le fonds capital de cette corporation est ici fixé à la somme de un million cinq cent mille ($1,500,000) dollars, divisé en trois mille actions par quinze cents dollars chacune qui a été payées comptant ou autrement, ou de la façon ou aux dates que le conseil d'administration pourra bon fixer. Et dès que cinq cent mille ($500 00) dollars du fonds capital de cette corporation ou autorité de société, cette corporation pourra être en opérations actives de cette corporation commencera.

Aucun sous n'entrera ne sera jamais tenu responsable en contrats ou dettes de cette corporation pour plus que le montant de son action ou de la partie non payée sur icelle.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés et toutes les affaires conduits par un conseil d'administration qui sera composé de trois directeurs ou plus, dont le président et le secrétaire de la dite corporation, qui seront choisis parmi les actionnaires, lesquels seront élus annuellement à une meeting des actionnaires convoqué expressément dans ce but après trente jours de publication, et qui seront tenus en la ville de la Nouvelle-Orléans. Ces commissaires, une fois élus fourniront une caution et seront tenus de se retirer en fonctions jusqu'au règlement final et à la liquidation des affaires. Une majorité de tous les suffrages émis à toute élection suffira pour élire les dits commissaires. Dans le cas de démission ou de mort d'un des commissaires ou de placement dans cette élection, suffira pour élire les dits commissaires. Dans le cas de démission ou de mort d'un des commissaires ou de placement d'autre part la vacance sera remplie de la manière que le conseil d'administration aura voté avec cette seule exception qu'il sera donné cinq jours d'avis au lieu de trente.

ARTICLE V.

Cette corporation ne pourra être changée ou altérée en aucune façon ou manière que ce soit et aucun avec moins de deux tiers de tous les suffrages émis à une élection générale ou spéciale pour ce but, et à trente jours de publication de la dite meeting avis ici donnés par une ou deux journaux publiés dans la Nouvelle-Orléans, dans lequel ou dans lesquels